



Assemblée générale

Distr. générale
28 juillet 2009
Français
Original: anglais

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-deuxième session

Compte rendu analytique de la 889^e séance*

Tenue au Centre international de Vienne, à Vienne, le mercredi 1^{er} juillet 2009, à 9 h 30.

Président: M. Soogeun Oh (République de Corée)

Sommaire

Finalisation et adoption de l'Aide-mémoire de la CNUDCI sur la coopération, la communication et la coordination dans les procédures d'insolvabilité internationale

* Il n'a pas été établi de compte rendu pour la 888^e séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date de distribution du présent document*, au Chef du Service de la gestion des conférences, bureau D0771, Centre international de Vienne.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.



La séance est ouverte à 9 h 35.

Finalisation et adoption de l'Aide-mémoire de la CNUDCI sur la coopération, la communication et la coordination dans les procédures d'insolvabilité internationale

(A/CN.9/WG.V/WP.86 et Add.1 à 3;
A/CN.9/666 et 671)

1. **Le Président** appelle l'attention sur le projet d'Aide-mémoire de la CNUDCI sur la coopération, la communication et la coordination dans les procédures d'insolvabilité internationale contenu dans le document A/CN.9/WG.V/WP.86, la compilation des commentaires reçus des gouvernements contenue dans les trois additifs de ce document et les rapports du Groupe de travail V (Droit de l'insolvabilité) sur les travaux de ses trente-cinquième et trente-sixième sessions publiés respectivement sous les cotes A/CN.9/666 et A/CN.9/671.

2. **M^{me} Clift** (Secrétariat) dit que la Commission était convenue à sa trente-neuvième session, en 2006, que des travaux initiaux de compilation des données d'expérience pratique en matière de négociation et d'utilisation des accords d'insolvabilité internationale seraient entrepris de manière informelle par le biais de consultations avec des juges, des praticiens de l'insolvabilité et d'autres experts, et qu'un rapport préliminaire sur l'avancement de ces travaux serait présenté à la Commission à sa quarantième session, en 2007. Suite à des travaux et consultations supplémentaires menés en 2007 et 2008, le Groupe de travail V a examiné un premier projet d'Aide-mémoire lors de sa trente-cinquième session, en novembre 2008, et a décidé de le communiquer aux gouvernements pour commentaires. Les commentaires ont été pris en compte dans une version modifiée examinée par le Groupe de travail lors de sa trente-sixième session en mai 2009. Le Groupe de travail a recommandé, entre autres, de remplacer dans le titre l'expression "Aide-mémoire" par "Guide pratique".

3. Depuis cette session, des accords internationaux ont été conclus dans deux importantes affaires d'insolvabilité internationale concernant Bernard Madoff et Lehman Brothers. Ces deux accords devraient, de l'avis du Secrétariat, être inclus dans le projet d'Aide-mémoire. L'accord Lehman Brothers concerne un groupe d'entreprises et la procédure d'insolvabilité vise des membres du groupe dans un certain nombre d'États. L'incorporation d'une

référence à ces affaires dans le projet d'Aide-mémoire n'exigerait que des modifications mineures ainsi que l'ajout de résumés dans l'annexe. Le Secrétariat n'a pas eu le temps de préparer et faire traduire un texte approprié mais, si la Commission l'y autorise, il éditera et finalisera le projet d'Aide-mémoire, à la lumière des débats de la Commission.

4. La Commission pourrait aussi souhaiter examiner une résolution sur le projet d'Aide-mémoire, rédigée par le Secrétariat.

5. **Le Président** invite les participants à faire des commentaires généraux sur le projet d'Aide-mémoire de la CNUDCI.

6. **M. Cooper** (International Association of Restructuring, Insolvency and Bankruptcy Professionals – INSOL International) dit que l'adoption du projet d'Aide-mémoire arrive à point nommé dans le contexte de la crise financière actuelle. Étant donné qu'on doit s'attendre à une augmentation des accords internationaux dans les mois à venir, il encourage le Secrétariat à examiner la possibilité de gérer une base de données des affaires pertinentes. La mise à jour de cette base ne devrait cependant pas retarder la publication du projet d'Aide-mémoire.

7. Le projet d'Aide-mémoire de la CNUDCI a reçu un large accueil favorable lors d'un Colloque judiciaire tenu il y a deux semaines à Vancouver et auquel ont participé quelque 80 juges d'une quarantaine d'États. L'opportunité d'une communication entre juges a toujours été un sujet de préoccupation et le projet d'Aide-mémoire envoie un signal approprié à cet égard. En l'absence d'une meilleure pratique acceptée au niveau international, les juges ont jusqu'ici dû s'appuyer sur les recommandations des organismes professionnels. Le projet d'Aide-mémoire confirme que la communication entre juges est à la fois appropriée et dans l'intérêt des économies concernées.

8. **M. Redmond** (États-Unis d'Amérique) dit que le Groupe de travail et le Secrétariat ont rédigé un excellent texte qui fournit de précieuses informations contextuelles. Étant donné la crise financière actuelle, il s'agit de plus d'un instrument qui arrive à point nommé et qui est bénéfique. M. Redmond appuie la proposition de modifier le titre du document de façon à ce qu'il se lise "Guide pratique".

Introduction, partie I (Contexte général) et partie II (Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale: formes possibles de coopération en vertu de l'article 27)
(A/CN.9/WG.V/WP.86)

9. **Le Président** invite le Secrétariat à présenter les parties I et II du projet d'Aide-mémoire.

10. **M^{me} Clift** (Secrétariat) dit que la partie I fournit des informations générales. La section I.A relève l'inadéquation des cadres législatifs tant nationaux qu'internationaux comme base pour la coordination et la coopération dans les affaires d'insolvabilité internationale et la section I.B passe en revue différentes initiatives internationales à cet égard.

11. La partie II porte sur la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale et en particulier sur les dispositions concernant la coopération en vertu de l'article 27. Bien que la Loi type autorise la coopération et la communication internationales entre les juges et les représentants de l'insolvabilité, elle n'en précise pas les modalités pratiques. La partie II vise à fournir plus de détails sur les formes de coopération exposées dans l'article 27, en se concentrant sur les formes autres que les accords internationaux traités dans la partie III.

12. **M. Clark** (États-Unis d'Amérique) dit que, en tant que juge spécialisé dans les questions d'insolvabilité, il a fréquemment discuté avec des collègues du monde entier, des difficultés de l'application des articles 25 à 27 de la Loi type. Le "Guide pratique" passe en revue de façon approfondie les manières de mettre en pratique les formes de communication visées dans la Loi type tout en respectant les nombreux types de loi sur l'insolvabilité en vigueur. La clarté et le degré de détail du Guide sont inégaux et celui-ci sera extrêmement utile autant pour les juges que pour les administrateurs travaillant avec eux.

13. **M. Marca Paco** (État plurinational de Bolivie), se référant à la définition du terme "tribunal" dans les paragraphes 8 et 13 z) du glossaire (section B de l'introduction du document) et dans la sous-section III.B.3 intitulée "Tribunaux", dit que son Gouvernement souhaiterait savoir si les autorités de tous les pays impliqués dans une affaire d'insolvabilité internationale doivent être des autorités judiciaires ou si elles peuvent aussi être des autorités administratives, dans la mesure où la structure juridictionnelle et

administrative du pays concerné le prévoit ainsi. Il demande en particulier si le membre de phrase "autre [autorité] compétente pour contrôler ou superviser une procédure d'insolvabilité" au paragraphe 13 z) du glossaire est applicable à une autorité administrative ou si cette "autre autorité" doit dans tous les cas posséder un statut judiciaire.

14. **M^{me} Clift** (Secrétariat) dit que la définition du mot "tribunal" est employée depuis l'adoption de la Loi type sur l'insolvabilité internationale et qu'elle apparaît aussi dans le Guide législatif. Elle confirme que la définition prévoit l'inclusion des autorités judiciaires et autres, chargées de surveiller les procédures d'insolvabilité. À titre d'exemple, l'organe administratif qui supervise les procédures d'insolvabilité en Colombie serait certainement inclus dans la définition.

15. **M. Marca Paco** (État plurinational de Bolivie) explique que, dans son pays, un organe de supervision national avait auparavant la compétence pour la réorganisation des entreprises qui risquaient l'insolvabilité. Cet organe était aussi chargé des questions internationales, en particulier dans le cas d'une banque dont il avait ordonné la réorganisation afin d'éviter l'insolvabilité. Cependant, en raison d'une restructuration institutionnelle, la nouvelle entité chargée de la même fonction relève du Ministère de l'économie et des finances et fait ainsi partie du pouvoir exécutif. M. Marca Paco souhaite savoir si cette circonstance pourrait, à l'avenir, empêcher son pays de conclure des accords internationaux.

16. **M^{me} Clift** (Secrétariat) dit que la définition du terme "tribunal" est conçue pour englober toute autorité qui supervise les affaires d'insolvabilité, qu'elle ait ou non un statut judiciaire. La coopération judiciaire internationale n'est qu'une des formes de la coopération internationale dans les procédures d'insolvabilité. Dans de nombreux pays, les tribunaux ne jouent pas de rôle significatif dans cette coopération, qui est le fait des représentants de l'insolvabilité.

17. **M. Redmond** (États-Unis d'Amérique) dit que grand soin a été pris pour assurer que la terminologie employée dans le projet d'Aide-mémoire soit en accord avec celle employée dans la Loi type sur l'insolvabilité internationale et dans le Guide législatif. Les définitions de la Loi type et du Guide législatif

s'appliquent à tous types de procédures judiciaires et administratives.

18. **M. Marca Paco** (État plurinational de Bolivie) dit que l'affirmation, dans la deuxième phrase du paragraphe 8 de l'introduction du projet d'Aide-mémoire, selon laquelle une autorité n'exerçant pas de pouvoir de décision (*cometido judicialmente resolutorio*) dans une procédure d'insolvabilité ne serait pas considérée comme un "tribunal", semble conduire à l'exclusion du type d'organe administratif qu'il a évoqué. Il propose donc d'ajouter les mots "ou une fonction administrative de prise de décisions" à la suite des mots "pouvoir de décision".

19. **M^{me} Fall** (Sénégal) dit que la première phrase désigne une autorité, judiciaire ou autre, compétente pour contrôler ou superviser une procédure d'insolvabilité. La deuxième phrase désigne une autorité appartenant à une autre catégorie. **M^{me} Fall** propose donc de remplacer, au début de la deuxième phrase, "Une autorité" par "Toute autre autorité".

20. **M^{me} Sanderson** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) appuie cette proposition. Elle propose de plus de modifier la définition du tribunal dans la section B.2 "Termes et définitions" pour qu'elle se lise comme suit: "'Tribunal': autorité judiciaire ou autre, telle que définie dans le droit local, compétente pour contrôler ou superviser une procédure d'insolvabilité".

21. **M. Marca Paco** (État plurinational de Bolivie) dit que pour lui le problème réside dans l'emploi des mots "judicialmente resolutorio" (pouvoir de décision) dans la deuxième phrase du paragraphe 8, un organe non judiciaire ne pouvant être décrit comme ayant de telles fonctions.

22. **M. Clark** (États-Unis d'Amérique) dit qu'il pourrait être utile d'inclure une définition des différents types d'organes administratifs impliqués dans une procédure d'insolvabilité dans des pays tels que l'État plurinational de Bolivie.

23. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) dit que, contrairement aux textes français et anglais qui font référence uniquement à un pouvoir de décision, le texte espagnol fait référence à des fonctions de prise de décisions judiciaires. Le texte espagnol pourrait donc être rectifié pour être aligné sur les autres versions.

24. **M^{me} Otunga** (Kenya) approuve le commentaire du Secrétaire et fait observer que la définition du paragraphe 8 a été reprise du Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité.

25. **M. Marca Paco** (État plurinational de Bolivie) propose soit la suppression du membre de phrase "sans toutefois y exercer un pouvoir de décision", soit la suppression de l'ensemble de la deuxième phrase du paragraphe 8.

26. **M^{me} Sanderson** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) appuie la proposition visant à supprimer la deuxième phrase.

27. **Le Président** dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission convient de supprimer toute la phrase.

28. *Il en est ainsi décidé.*

29. **Le Président** propose à la Commission d'adopter l'introduction, la partie I et la partie II du projet d'Aide-mémoire.

30. *Il en est ainsi décidé.*

Partie III (Accords internationaux)
(A/CN.9/WG.V/WP.86)

Section A: Questions préliminaires

31. **Le Président** invite le Secrétariat à présenter la section III.A.

32. **M^{me} Clift** (Secrétariat) dit que la partie III décrit la pratique existante en matière d'utilisation d'accords internationaux, sans pour autant laisser entendre que les pratiques décrites doivent être applicables dans tous les pays. Le texte ne suggère pas non plus qu'un accord international puisse être utilisé pour contourner le droit national ou pour modifier les obligations des parties en vertu de ce droit.

33. La section III.A identifie certaines des questions clefs soulevées par les accords internationaux. Tandis que le recours à ces accords était précédemment limité à un nombre relativement restreint de pays, il est susceptible de s'étendre conjointement à l'augmentation des affaires d'insolvabilité concernant de nombreux États. Chaque accord étant rédigé pour une affaire spécifique, la décision d'y avoir recours ou non est une question de discernement. Un accord peut être nécessaire, par exemple, dans une affaire où plusieurs États ont chacun ordonné la prise de mesures

différentes sur la base de leur procédure interne. Il peut l'être aussi lorsque différents types de procédures d'insolvabilité ont été ouverts dans les États concernés, tels qu'une réorganisation impliquant le remplacement de la direction par les représentants de l'insolvabilité dans un for et un débiteur non dessaisi dans un autre for.

34. Il n'y a pas de délai fixe pour la négociation d'un accord, celle-ci pouvant intervenir avant le début de la procédure, au début d'une affaire ou pendant son déroulement à mesure que des questions se posent. Les accords sont généralement conclus entre les représentants de l'insolvabilité et incluent parfois aussi le débiteur ou les créanciers. Dans certains cas, les tribunaux sont présents en arrière-plan des négociations mais n'apparaissent pas formellement en tant que parties. La capacité de conclure un accord dépend du droit local applicable. Dans certains États, le représentant de l'insolvabilité y est habilité, de façon explicite ou implicite, par le droit de l'insolvabilité. Dans d'autres, le consentement des créanciers ou l'autorisation d'un tribunal peut être requis.

35. Il n'y a pas de forme standard d'accord international. Dans la pratique, des accords ont été conclus aussi bien oralement que par écrit. Dans certains États, ils doivent être écrits pour être valables, ce qui est jugé préférable pour qu'existe une trace de ce qui a été convenu. S'ils commencent parfois par des dispositions standard, ils tendent à varier ensuite considérablement sur le fond. Les dispositions standard incluent, par exemple, les méthodes de communication entre tribunaux et des questions telles que la modification ou la résiliation de l'accord.

36. L'effet juridique d'un accord international dépend dans certains cas de son approbation par un tribunal. L'accord constitue alors une ordonnance du tribunal, exécutable en tant que telle. Il peut aussi être considéré comme un simple contrat entre les parties. Des mesures de protection sont généralement incluses afin de préciser que l'accord ne constitue pas une dérogation au droit applicable, à l'autorité du tribunal ou aux dispositions d'ordre public.

37. Étant donné que les procédures d'insolvabilité s'inscrivent dans un processus évolutif, les accords internationaux doivent être souples et permettre des modifications et même une résiliation. Les parties peuvent aussi conclure dans un premier temps un

accord préliminaire et prévoir la rédaction par la suite d'un ou de plusieurs autres accords.

38. **M. Redmond** (États-Unis d'Amérique) dit que l'une des difficultés rencontrées dans les affaires internationales est le chevauchement des procédures dans différents États, réduisant ainsi considérablement le paiement final aux créanciers et la capacité pour les entreprises de se réorganiser. Les représentants de l'insolvabilité essaient d'établir des procédures uniformes afin d'éviter ces chevauchements et d'assurer le traitement uniforme des créanciers. Les dispositions de la partie III.A constituent un excellent guide pour les praticiens et les représentants de l'insolvabilité recherchant une uniformité et constituent en outre un outil qui aidera les tribunaux à déterminer si les questions essentielles ont été abordées dans un accord.

39. **M. Cooper** (INSOL International) approuve les remarques précédentes et dit que la réforme du droit est généralement perçue comme la solution idéale dans les temps difficiles mais qu'il est souvent encore plus nécessaire de renforcer la capacité des institutions à traiter les problèmes rencontrés. Les questions relatives à la meilleure pratique abordées dans la partie III.A se révéleront extrêmement utiles et les conseils proposés contribueront à améliorer le rapport coût-efficacité de la procédure d'insolvabilité, ce qui profitera aux créanciers, aux employés et aux autres personnes concernées.

La séance est suspendue à 10 h 50; elle est reprise à 11 h 20.

40. **M. Bellenger** (France) dit que l'emploi du terme "accords internationaux" dans certains passages de la partie III.A est trop général et peu informatif. Il propose d'employer des termes tels que "accords d'insolvabilité internationale" ou "contrats d'administration de l'insolvabilité" de façon plus systématique.

41. **M. Clark** (États-Unis d'Amérique) dit que le projet d'Aide-mémoire fait référence à des "accords internationaux" et emploie une terminologie aussi générique que possible afin d'anticiper les nombreux moyens par lesquels de tels accords peuvent être conclus et pour permettre un certain degré de flexibilité. Dans certains pays, un accord pourra être rédigé d'abord par les praticiens de l'insolvabilité pour être ensuite présenté au tribunal pour adoption ou

approbation. Dans d'autres, l'accord pourra prendre la forme d'un memorandum d'accord entre les administrateurs de la procédure d'insolvabilité, comme c'est le cas en Allemagne. Dans l'affaire récente de la faillite de Lehman Brothers, il a été nécessaire de rédiger un accord qui soit acceptable dans les nombreux pays concernés, certains relevant du droit civil et d'autres de la *common law*, certains ayant une autorité judiciaire plus impliquée dans la procédure que d'autres. En employant un terme générique il a été possible de rédiger un accord auquel la partie concernée dans chaque pays peut adhérer, dans les limites du droit local.

42. **M^{me} Muindi** (Kenya) s'associe aux précisions données par le représentant des États-Unis d'Amérique. Elle attire l'attention du représentant de la France sur le paragraphe 9 de l'introduction du projet d'Aide-mémoire, qui apporte une clarification supplémentaire du terme "accord international".

43. **M. Bellenger** (France) dit que le terme anglais "cross-border agreement" est plus précis que son équivalent français "accord international", qui est extrêmement générique. Il pense que le terme "contrat d'administration de l'insolvabilité" ou "accord d'insolvabilité internationale" aurait dû être employé dans tout le projet d'Aide-mémoire.

44. **Le Président** propose qu'une traduction française plus adéquate du terme anglais "cross-border agreement" soit recherchée.

45. **M^{me} Fall** (Sénégal) attire l'attention sur le fait que le titre du projet d'Aide-mémoire fait référence aux procédures d'insolvabilité internationale. Il est donc clair que toute référence à des "accords internationaux" concerne l'insolvabilité.

46. **M. Cooper** (INSOL International) dit que les documents définitifs du tribunal faisant l'objet d'un accord incluent rarement les termes en question. Ces documents énoncent habituellement sous un titre général l'affaire et les parties concernées et décrivent ensuite les spécificités de l'affaire. Le risque est donc négligeable qu'un accord international puisse être considéré comme ayant une portée plus large.

47. **M. Komarov** (Fédération de Russie) souligne que l'accent devrait mis sur le mot "insolvabilité" plutôt que sur "internationale". Il propose donc que toutes les références à des "accords internationaux" soient

modifiées afin de se lire "accords d'insolvabilité internationale".

48. **M. Redmond** (États-Unis d'Amérique), **M. Bellenger** (France) et **M. Schoefisch** (Allemagne) appuient la proposition du représentant de la Fédération de Russie.

49. **M^{me} Sanderson** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), appuyée par **M. Gandhi** (Inde), dit que le paragraphe 13 i) de la section "Glossaire" définit clairement le terme "accord international". Cette définition devrait, à son avis, être suffisante pour répondre aux inquiétudes exprimées par plusieurs délégations.

50. **M. Sato** (Japon) dit que le contexte dans lequel le terme "accord international" est employé dans le document est très clair.

51. **M^{me} Muindi** (Kenya) demande si le terme "accord international" est défini dans la Loi type sur l'insolvabilité internationale ou dans le Guide législatif. Dans le cas contraire, elle serait en faveur de le modifier dans le sens de la proposition faite par le représentant de la Fédération de Russie.

52. **M^{me} Clift** (Secrétariat) dit que le terme n'a été employé ni dans la Loi type sur l'insolvabilité internationale ni dans le Guide législatif.

53. **Le Président**, proposant un compromis que ne sacrifierait pas la clarté à la brièveté, demande s'il serait acceptable d'employer le terme "accord d'insolvabilité internationale" dans tous les titres et sous-titres et "l'accord" dans le reste du texte. Le terme sera clairement défini lors de sa première utilisation, qui sera suivie de la formule "ci-après dénommé 'l'accord'".

54. *Il en est ainsi décidé.*

55. **M. Bellenger** (France), faisant référence au paragraphe 17 concernant la capacité de conclure un accord international, met en doute l'affirmation selon laquelle les tribunaux de droit civil n'ont pas le pouvoir judiciaire discrétionnaire dont jouissent les tribunaux de *common law*. Dans certaines circonstances c'est le contraire qui est vrai, les juges exerçant un pouvoir discrétionnaire considérablement plus large dans les tribunaux de droit civil. **M. Bellenger** propose donc que la deuxième phrase du paragraphe soit supprimée.

56. **M. Schoefisch** (Allemagne) dit que si l'expression "Un accord exigeant l'approbation d'un tribunal" au début de la première phrase se rapporte à une obligation découlant du droit national d'un pays de droit civil, alors le juge concerné ne devrait pas avoir de problème puisque la base légale de la décision existe déjà. Si, par contre, cela signifie que les parties conviennent qu'il faut l'approbation d'un tribunal, un problème pourrait alors surgir dans certains pays de droit civil qui ne prévoient pas l'approbation d'un tribunal. M. Schoefisch propose dès lors de modifier la phrase pour qu'elle devienne: "Si les parties conviennent que l'approbation d'un tribunal est nécessaire, elles pourront rencontrer des problèmes dans certains pays de droit civil dans la mesure où, dans ces pays, une telle approbation n'est pas prévue par la loi; dans ce cas, il est cependant très peu probable qu'elles décident d'inclure une telle stipulation, sachant qu'elle posera problème".

57. **M. Clark** (États-Unis d'Amérique) soutient la proposition du représentant de l'Allemagne. Il a cependant le sentiment qu'il est inutile d'évoquer les pays de droit civil et propose la formulation suivante: "Les parties à un accord peuvent désirer obtenir l'approbation d'un tribunal mais cela peut être difficile dans certains pays". Le projet d'Aide-mémoire devrait peut-être aussi refléter le fait que les praticiens de l'insolvabilité rédigent des accords de plus en plus élaborés en escomptant qu'ils n'auront peut-être pas besoin de l'approbation d'un tribunal.

58. **M. Bellenger** (France) dit qu'il n'est pas besoin de mettre en contraste la tradition de droit civil et celle de *common law* d'une façon qui insinue une infériorité de la première. La conclusion d'un grand nombre de protocoles d'insolvabilité internationale dans les pays de *common law* tient probablement au fait que ces pays ont une langue commune.

59. **M. Cooper** (INSOL International) approuve la proposition tendant à supprimer toute référence aux pays de droit civil. Récemment, un tribunal français s'est trouvé en mesure d'approuver la conclusion d'un accord par des praticiens et d'en prendre acte bien que n'ayant pas trouvé de base juridique lui permettant de "sceller" un tel accord. La démarche du tribunal reflétait, dans ce cas, l'acceptation pragmatique que la conclusion d'un accord était dans l'intérêt de l'affaire, sans aller cependant jusqu'à une "approbation"

formelle. Le texte que la Commission adoptera devrait refléter cette approche.

60. **M. Schoefisch** (Allemagne) dit que la reformulation proposée par le représentant des États-Unis d'Amérique répond aux préoccupations de sa délégation.

61. **Le Président** dit que le Secrétariat corrigera la première phrase du paragraphe 17 en accord avec la proposition faite par le représentant des États-Unis d'Amérique.

62. **M. Schoefisch** (Allemagne) fait remarquer que la deuxième phrase du paragraphe 18 donne à penser que certains juges pourraient prendre une décision inappropriée par peur d'être tenus personnellement responsables, ce qui n'est certainement pas le cas. Il propose donc de remplacer les mots "dans certains pays de droit civil les juges pourraient être tenus personnellement responsables" par les suivants: "dans les pays de droit civil les juges agissent généralement sur la base de la loi écrite. En agissant en dehors de la loi, ils pourraient engager leur responsabilité personnelle, comme c'est le cas dans d'autres pays".

63. **M. Bellenger** (France) dit que la solution la plus simple aux problèmes posés par les paragraphes 17 et 18 serait d'éliminer toute mention des pays de droit civil et de dire "certains pays".

64. **Le Président** croit comprendre que la Commission souhaite adopter la section III.A (Questions préliminaires) telle que modifiée afin de tenir compte des commentaires et propositions faits par les délégations.

65. *Il en est ainsi décidé.*

Section B: Comparaison d'accords d'insolvabilité internationale

66. **M^{me} Clift** (Secrétariat) présente la section B en disant que l'objectif de cette section est de promouvoir une meilleure compréhension du contenu précis des accords internationaux et de montrer ce que permet et a déjà permis l'utilisation de ces accords dans la pratique. Le but n'est pas d'élaborer un accord standard qui soit la meilleure solution pour tous, mais plutôt de décrire le contenu et la structure d'un certain nombre d'accords utilisés dans des affaires internationales récentes en montrant les différentes approches possibles pour traiter un même sujet. On a essayé, dans la mesure du possible, de déterminer les

raisons pour lesquelles diverses dispositions ont été incluses dans certains accords. La section B aborde une série de sujets, dont les dispositions liminaires, la terminologie, les pouvoirs et responsabilités des tribunaux, l'administration des procédures, la répartition des rôles entre les parties à l'accord, la communication, les modifications, révisions et résiliation de l'accord.

67. Certaines questions, telles que la terminologie et les règles d'interprétation, donnent moins lieu à controverse et se prêtent plus aisément à un accord. En fait, on constate déjà des progrès vers une normalisation sur ces sujets. D'autres, tels que les dispositions sur les tribunaux, l'administration des procédures et la répartition des rôles entre les parties à l'accord pourraient se révéler plus difficiles à traiter, étant donné qu'ils touchent à des points de plus de poids pouvant impliquer le droit applicable aux différentes procédures d'insolvabilité.

68. Ainsi, une disposition sur les tribunaux peut attribuer la responsabilité pour des questions déterminées, telles que la vente de certains actifs, à un seul tribunal. Mais elle peut aussi énoncer les facteurs à prendre en considération lors de la détermination des fonctions à attribuer à tel ou tel tribunal. Chaque tribunal pourrait, par exemple, se voir attribuer la responsabilité d'approuver les opérations concernant les actifs situés sur le territoire relevant de sa compétence. Certaines des dispositions concernant les tribunaux peuvent exiger l'approbation de ces derniers pour être applicables, bien que le même résultat puisse être atteint par un accord entre les parties sans intervention d'un tribunal.

69. La partie B contient un certain nombre d'"exemples de clauses" qui ne sont pas destinées à être des clauses type. Elles ne sont pas non plus censées faire partie d'un "protocole type". Elle sont incluses à titre illustratif uniquement.

70. L'annexe du projet d'Aide-mémoire contient un court résumé des accords auxquels il est fait référence dans le corps du texte. L'objectif est de présenter un aperçu de l'affaire sous-jacente à l'accord international et de fournir les références aux accords publiquement disponibles.

71. **M. Clark** (États-Unis d'Amérique) note qu'on ne saurait sous-estimer l'utilité d'une compilation d'exemples spécifiques d'accords d'insolvabilité

internationale. Les pays faisant face pour la première fois à des affaires d'insolvabilité internationale cherchent souvent des outils qui puissent les aider et la compilation de la section B est, dans ce sens, une précieuse ressource. Aux yeux des utilisateurs, le fait que cette compilation porte le sceau de la CNUDCI ne fait qu'augmenter sa fiabilité. Le Secrétariat mérite de grands éloges pour le travail accompli.

72. **Le Président** dit que deux affaires très importantes d'insolvabilité internationale ont eu lieu récemment – les affaires Madoff et Lehman – et que la Commission devrait autoriser le Secrétariat à mettre à jour la section B en y ajoutant des informations sur ces deux affaires.

73. **M. Redmond** (États-Unis d'Amérique) dit que l'affaire Lehman est probablement l'une des plus vastes procédures de faillite internationale de l'histoire, tandis que l'affaire Madoff est peut-être la plus grosse fraude financière jamais perpétrée, portant sur 50 milliards de dollars et touchant des investisseurs dans de nombreux pays. Les deux affaires sont riches d'enseignements sur la manière dont les questions sous-jacentes peuvent être traitées et il serait utile de les aborder dans le projet d'Aide-mémoire afin de ne pas perdre une source considérable d'antécédents et d'expérience.

74. **Le Président** dit que, en l'absence d'objections, il considérera que la Commission souhaite autoriser le Secrétariat à inclure des informations sur les deux affaires d'insolvabilité récentes et qu'elle souhaite adopter la section III.B (Comparaison d'accords d'insolvabilité internationale) du projet d'Aide-mémoire ainsi modifiée.

75. *Il en est ainsi décidé.*

76. **Le Président** dit que le Groupe de travail a proposé de remplacer dans le titre les mots "Aide-mémoire" par "Guide pratique". Le titre étant, à son avis, trop long, il suggère de le raccourcir de façon à ce qu'il se lise "Guide pratique sur la coopération en matière d'insolvabilité internationale" et d'insérer une explication complète dans le corps du texte.

77. **M. Schoefisch** (Allemagne) et **M^{me} Sanderson** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) appuient la proposition du Président.

78. **M. Redmond** (États-Unis d'Amérique), appuyé par **M^{me} Fall** (Sénégal), dit que, étant donné la crédibilité dont jouit la CNUDCI dans la communauté juridique, il serait utile, afin de préciser l'origine du document, de conserver une référence à la CNUDCI dans la version modifiée du titre.

79. **Le Président** propose à la Commission d'adopter le titre modifié comme suit: "Guide pratique de la CNUDCI sur la coopération en matière d'insolvabilité internationale".

80. *Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 12 h 30.